

MISSION LOCALE ORLEANAISE

**9 Bld. deVerdun
45000 ORLEANS**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 / 12 / 2025

MISSION LOCALE DE L'ORLEANAIS
9 Bld. De Verdun
45000 ORLEANS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Mission Locale relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

m

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point « changement de réglementation comptable » noté en annexe des comptes annuels qui explique l'impact dans les comptes de la première application du règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou

2

résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Orléans, le 16 mars 2026

Le Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

SAS CASTELCOM



Susie LUCAS
Associée

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (1)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles	26 541	26 541		
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	266 145	221 443	44 702	59 230
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	405 186	355 829	49 358	41 959
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
ACTIF CIRCULANT	Participations	301 523		301 523	296 247
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	8 310		8 310	8 310
	TOTAL (II)	1 007 705	603 813	403 892	405 746
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	2 028		2 028	2 329
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 099 975		1 099 975	613 399
	Charges constatées d'avance	102 090		102 090	96 042
COMPTES DE REGULARISATION	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	2 223 385		2 223 385	2 691 681
	TOTAL (III)	3 427 478		3 427 478	3 403 452
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	4 435 183	603 813	3 831 370	3 809 198
	(1) dont immobilisations financières à moins d'un an				8 310
	(2) dont créances à plus d'un an				

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	111 381	111 381
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	2 100 230	1 922 573
	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	164 665	177 657
	Total des fonds propres (situation nette)	2 376 277	2 211 612
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	20 097	19 627
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	20 097	19 627
	Total des fonds propres	2 396 374	2 231 239
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	432 062	457 837
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	432 062	457 837
Provisions	Provisions pour risques		102 540
	Provisions pour charges	269 319	270 327
	Total des provisions	269 319	372 867
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	81 341	61 961
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	652 274	684 390
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		905
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	733 615	747 255
	Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	3 831 370	3 809 198
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	164 665,29	177 656,96
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	733 615	747 255
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat

1/2

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	3 747 172	3 974 571
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	127 242	68 260
	Utilisations des fonds dédiés	457 837	411 852
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	14 782	45 731
Total des produits d'exploitation		4 347 033	4 500 415
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	593 329	569 772
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	253 435	264 495
	Salaires	2 062 463	2 174 713
	Cotisations sociales	792 811	892 992
	Dotation aux amortissements et dépréciations	35 874	32 894
	Dotation aux provisions	23 694	46 498
	Reports en fonds dédiés	432 062	457 837
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	20 329	9 962
Total des charges d'exploitation		4 213 997	4 449 163
RESULTAT D'EXPLOITATION		133 036	51 253

Compte de Résultat

2/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION		133 036	51 253
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	40 441	31 194
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		40 441	31 194
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		40 441	31 194
RESULTAT COURANT avant impôts		173 477	82 447
Produits exceptionnels			106 563
Charges exceptionnelles			4 265
RESULTAT EXCEPTIONNEL			102 298
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		8 812	7 088
TOTAL DES PRODUITS		4 387 474	4 638 173
TOTAL DES CHARGES		4 222 809	4 460 516
EXCÉDENT ou DÉFICIT		164 665	177 657
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		66 147	53 409
Bénévolat			
TOTAL		66 147	53 409
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations		66 147	53 409
Personnel bénévole			
TOTAL		66 147	53 409

Règles et Méthodes Comptables

Description de l'objet social, des missions sociales et des moyens de l'entité



Objet social :

La Mission Locale de l'Orléanais est une association conforme à la loi du 1er juillet 1901, créée le 27 novembre 1989.

La Mission Locale de l'Orléanais a pour but de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans (30 ans si RQTH), en coordination avec tous les partenaires concernés et en appliquant les politiques définies aux niveaux national et local qui répondent aux missions suivantes :

- Construire une place pour tous les jeunes,
- Mutualiser les compétences sur le territoire,
- Créer un espace d'initiative et d'innovation

L'activité principale de l'association est la gestion et l'animation de la Mission Locale de l'Orléanais, en conformité avec la Charte Nationale des Missions Locales, le Protocole National 2000 et la Carte des Missions Locales et PAIO de la Région Centre.

La Mission Locale de L'Orléanais, est un espace d'intervention au service des jeunes de 16 à 25 ans.

Chaque jeune accueilli bénéficie d'un suivi personnalisé dans le cadre de ses démarches. La structure d'accueil doit apporter des réponses aux questions d'emploi, de formation mais aussi sur le logement ou la santé. Chaque jeune, selon son niveau, ses besoins, ses difficultés peut bénéficier de réponses individualisées pour définir son objectif professionnel et les étapes de sa réalisation, pour établir son projet de formation et l'accomplir, pour accéder à l'emploi et s'y maintenir.

Règles et Méthodes Comptables

La Mission Locale de l'Orléanais se compose :

❖ Membres d'Honneur

Les Membres d'Honneur sont nommés par le Conseil d'Administration et participent à l'Assemblée Générale avec voix consultative.

❖ Membres de droit

Les représentants des administrations de l'Etat et les représentants du Conseil Régional et du Conseil Général du Loiret

❖ Membres associés

Les représentants des organismes compétents en matière d'insertion sociale et professionnelle, sur décision du Conseil d'Administration. Ils participent à l'AG avec voix consultative.

❖ Membres adhérents

- Les représentants des collectivités territoriales
- Les représentants des associations ayant une vocation en matière d'emploi, formation, insertion sociale, prévention, santé, logement
- Les représentants des organismes consulaires
- Les entreprises et syndicats professionnels
- Les syndicats de salariés
- Les représentants d'organisme parapublics
- Les représentants d'organismes chargés de l'accueil et de l'information des jeunes

Missions sociales :

La Mission Locale de l'Orléanais est une association appartenant au service public de l'emploi dont l'objet est l'insertion professionnelle et sociale des jeunes. Ses missions sont principalement

Règles et Méthodes Comptables

d'accueillir, informer et orienter les jeunes, les accompagner dans leur parcours d'insertion et l'accès à l'emploi, ainsi qu'animer les partenariats locaux.

Un accompagnement global au service de l'accès à la vie active

La Mission Locale de l'Orléanais a développé depuis 1989, un mode d'intervention global au service des jeunes qui consiste à traiter l'ensemble des difficultés d'insertion : emploi, formation, orientation, mobilité, logement, santé, accès à la culture et aux loisirs. Cette approche globale est le moyen le plus efficace pour lever les obstacles à l'insertion dans l'emploi et dans la vie active.

Des services proposés aux jeunes dans trois domaines : professionnel, social et vie sociale

- ❖ Définition du projet professionnel, accès à une formation professionnelle, recherche d'emploi et intégration dans l'entreprise.
- ❖ Information sur la santé et accès aux soins, recherche d'un hébergement et accès à un logement autonome
- ❖ Accès aux droits, participation citoyenne, accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs.

Moyens mis en œuvre et ressources :

La Mission Locale de l'Orléanais est composée de 73 salariés pour 60.64 ETP :

- ❖ Directrice : 1
- ❖ Responsables de secteur : 2
- ❖ Responsable Administrative et Financière : 1
- ❖ Responsable Ressources Humaines : 1
- ❖ Assistante de direction : 2
- ❖ Assistantes Administratives : 7
- ❖ Assistante de gestion : 1
- ❖ Alternant contrôleur de gestion : 1
- ❖ Chargé de projet informatique : 1
- ❖ Assistant informatique : 1
- ❖ Agent d'hygiène et maintenance : 1
- ❖ Chargé de projet : 4
- ❖ Coordinateur Accueil : 1
- ❖ Psychologues : 2
- ❖ Conseillers Insertion Professionnelle : 31
- ❖ Chargé de relation entreprise : 4

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers dont le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Le bilan de l'exercice présente un total de **3 831 370** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **4 387 474** euros et un total **charges** de **4 222 809** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **164 665** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de réglementation comptable :

Les dispositions du règlement ANC précité sont applicables pour la première fois aux comptes sociaux de l'exercice couvrant la période du **01/01/2025** au **31/12/2025**.

Ce changement de réglementation se traduit par :

- une nouvelle définition du résultat exceptionnel,
- la suppression de la technique de transfert de charges,
- la modification du plan de comptes et l'introduction d'une nouvelle nomenclature,
- de nouveaux modèles d'états financiers.

Au cours de l'exercice, le plan comptable de l'entreprise a été modifié afin de refléter les évolutions réglementaires et les besoins spécifiques de gestion avec la nouvelle définition du résultat exceptionnel et la suppression des comptes de transferts de charges.

Règles et Méthodes Comptables

Les modifications suivantes ont notamment été apportées :

Anciens comptes	Nouveaux comptes	Montants comptabilisés
777... Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	747... Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	11 235,51 €
791... Transferts de charges d'exploitation (remboursements de formations, IJSS, divers personnels)	649... Remboursements de formations, IJSS, divers personnels	55 816,68 €
791... Transferts de charges d'exploitation (avantages en nature)	649... Avantages en nature	3 445,68 €

Les états financiers sont présentés conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans le Règlement. Les modifications suivantes ont notamment été apportées :

- Regroupement des charges et produits exceptionnels, qui étaient présentés sur plusieurs lignes en 2024 sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles »
- Reclassements entre des lignes du bilan ou du compte de résultat. Par exemple :
 - Dans la colonne comparative 2024 du bilan 2025, les immobilisations en cours sont désormais regroupées avec les avances et acomptes, aussi bien pour ce qui concerne les immobilisations incorporelles que corporelles ;
 - Dans la colonne comparative 2024 du bilan 2025, la ligne « Charges constatées d'avance » est désormais parmi les éléments constituant la rubrique des « Créances ».
- Reclassements liés à la suppression de la technique des transferts de charges en application de la disposition spécifique prévue par le règlement sur ce sujet. Ainsi, les transferts de charges constatés dans le compte de résultat 2024 seront présentés dans la colonne comparative 2024 dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions », rattaché au résultat d'exploitation.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement

Règles et Méthodes Comptables

de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Logiciel : 3 ans
- * Agencements des constructions : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 3 à 8 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
Règlement ANC 2022-06							
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	26 541					26 541
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 541					26 541
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement	266 145					266 145
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport	12 635					12 635
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	363 808		28 743			392 552
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		642 588		28 743			671 331
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations	296 247		5 277			301 523
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	8 310					8 310
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	304 557		5 277			309 833
TOTAL		973 685		34 020			1 007 705

Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	8 310		8 310
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	330	330	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 630	5 630	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1 084 823	1 084 823	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	9 192	9 192	
	Charges constatées d'avance	102 090	102 090	
	TOTAL DES CREANCES	1 210 375	1 202 065	8 310
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	81 341	81 341		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	251 216	251 216		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	360 425	360 425		
	Impôts sur les bénéfices	8 812	8 812		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	31 821	31 821		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	733 615	733 615		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	26 541			26 541
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 541			26 541
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	206 914	14 529		221 443
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport	1 348	2 527		3 875
	Matériel de bureau, mobilier	333 136	18 818		351 954
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		541 398	35 874		577 272
TOTAL		567 939	35 874		603 813

Variation des Fonds Propres

Règlement ANC 2022-06	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	111 381				111 381
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	1 922 573	177 657			2 100 230
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	177 657	(177 657)	164 665		164 665
Situation nette	2 211 612		164 665		2 376 277
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	19 627		11 705	11 236	20 097
Provisions réglementées					
TOTAL	2 231 239		176 371	11 236	2 396 374

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
PROVISIONS REGLEMEENTEES					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	270 327	23 694	24 702	269 319
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	102 540		102 540	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		372 867	23 694	127 242	269 319
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="font-size: 3em; margin-right: 10px;">{</div> <div> Sur immobilisations <div style="display: inline-block; vertical-align: middle; margin-left: 5px;"> incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières </div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
	TOTAL GENERAL	372 867	23 694	127 242	269 319
Dont dotations et reprises <div style="display: flex; align-items: center; margin-left: 10px;"> <div style="font-size: 3em; margin-right: 10px;">{</div> <div> - d'exploitation - financières - exceptionnelles </div> </div>			23 694	127 242	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Produits à recevoir

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

Total des Produits à recevoir		1 105 090
Autres créances		1 105 090
Subv. à recevoir - Etat	869 550	
Subv. à recevoir - Conseil Régional CVL	162 030	
Subv. à recevoir - Orléans Métropole	37 323	
Subv. à recevoir - ARML	4 512	
Subv. à recevoir - Conseil département	10 203	
Etat - Prod.à recev.	1 205	
Interets courus a recevoir	11 075	
Produits à recevoir	9 192	

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		102 090	102 090
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			102 090

Charges à payer

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

Total des Charges à payer		421 185
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		24 921
Fournisseurs factures non parv	24 921	
Dettes fiscales et sociales		396 265
Dettes provisionnées pour CP	243 047	
Autres charges à payer	8 169	
Charges sociales sur CP	115 583	
Charges sociales à payer	3 406	
Organismes sociaux (OPCO)	26 060	

Concours publics et subventions

31/12/2025	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics		23 876				23 876
Subventions d'exploitation		2 797 662	598 886		315 512	3 712 060
Subventions d'investissement			10 500		1 205	11 705
TOTAL		2 821 538	609 386		316 718	3 747 642

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2025	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Etat - CEJ	457 837	432 062	457 837			432 062	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	457 837	432 062	457 837			432 062	

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2025	31/12/2024
Dons en nature		
Prestations en nature		
Prestations en nature des communes	66 147	53 409
Bénévolat	66 147	53 409
Total	66 147	53 409
Répartition par nature de charges	31/12/2025	31/12/2024
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Mise à disposition des locaux		
Mise à disposition du personnel	65 888	53 150
Autres prestations diverses	259	259
Personnel bénévole	66 147	53 409
Total	66 147	53 409

Autres informations

Rémunération allouées aux dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés n'est pas communiqué.

En effet, les administrateurs sont bénévoles et la directrice est salariée. Cela reviendrait donc à donner une rémunération individuelle.

Contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature concernent des prestations diverses des communes.

Rémunération du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes titulaires, concernant la certification des comptes au 31/12/2025 s'élèvent à 5 432 €.